



## **COMMUNE DE THISE**

### **Accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes de fournitures courantes et de services**

### **FOURNITURES DE SERRURERIE, CONTROLE D'ACCES**

## **REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)**

#### **PROCEDURE :**

Consultation selon la procédure adaptée, conformément aux articles

L.2123-1 1° et R.2123-1 1° du code de la commande publique

Consultation passée en application de l'article 78 du décret n° 2015-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres.

**Date et heure limites de réception des offres :**

**Vendredi 9 avril 2021 à 12h00**

## **REGLEMENT DE CONSULTATION**

### **Article 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION**

#### 1-1 Objet

Le présent cahier des charges a pour objet la définition des spécifications techniques concernant la fourniture de serrureries et du matériel nécessaire à la mise en place d'un système de contrôle d'accès autonome des bâtiments communaux de la ville de Thise.

Les prestations comprennent :

- La fourniture des serrureries et des supports d'accès (badges, cartes,...),
- la fourniture, l'installation, le paramétrage et la mise en service du système de contrôle d'accès.

Lieu(x) d'exécution : **Commune de Thise**

#### 1-2 Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte (article 28 du Code des marchés publics et soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation.

#### 1-3 Type de contrat

L'accord-cadre mono-attributaire sans minimum / maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

#### 1-4 Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Le présent accord-cadre ne permet pas la distinction de plusieurs prestations.

#### 1-5 Variantes – Options

Aucune variante n'est autorisée. Pas d'options.

#### 1-6- Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
44316500-3	Serrurerie
44521100-9	Serrures
44522400-9	Pièces pour serrures

## **Article 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### 2-1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2-2 Forme juridique du groupement

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous forme de groupement avec des co-traitants groupés conjoints ou solidaires dont le mandataire est à préciser conformément à l'article R.2142-20 du CCP.

Il est interdit à un candidat d'être mandataire de plusieurs groupements pour un même marché.

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois

- en qualité de candidats individuels et de membre d'un ou de plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

## **Article 3 – POUVOIR ADJUDICATEUR**

Les prestations sont à réaliser pour le compte de la commune de la commune de Thise, représenté par son maire, Monsieur Loïc ALLAIN.

## **Article 4 – CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT**

### 4-1 Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

### 4-2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous -traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## **Article 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) ;

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. Le marché peut être consulté et téléchargé dans sa totalité sur la plateforme des Marchés Publics à l'adresse suivante : <https://marches-securises.fr>.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **Article 6 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français pour l'ensemble des documents remis.

### **6-1 Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

### **Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :**

Libellés	Signature
<b>Pièce 1 - Formulaire DC1</b> (lettre de candidature) <b>Pièce 2 - Formulaire DC2</b> (déclaration du candidat) Téléchargeable à partir du lien <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a> ou le Document Unique de Marché Européen ( <b>DUME</b> )	Oui
<b>Pièce 3</b> - En cas de sous-traitance, un formulaire DC4. Le sous-traitant devra fournir les informations et renseignements demandés dans le présent article.	Oui

### **Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :**

Libellés	Signature
<b>Pièce 4</b> - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Si pour une raison justifiée (notamment pour les sociétés nouvellement créées), l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

**Renseignements concernant les références professionnelles et/ou qualifications professionnelles de l'entreprise :**

Libellés	Signature
<b>Pièce 5</b> - Liste des principales prestations (de même nature que l'objet de l'accord-cadre) effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, l'année et le destinataire.	Non
<b>Pièce 6</b> - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non

Le candidat peut justifier de ses capacités techniques et professionnelles par tout autre moyen notamment en fournissant les certificats de qualifications.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence : l'équivalence s'apprécie au regard des caractéristiques techniques des prestations objets du présent marché. Le candidat devra apporter tous moyens de preuves permettant d'attester de sa capacité technique à exécuter les prestations. Notamment, des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

**Pièces de l'offre :**

Libellés	Signature
<b>Pièce 7</b> – L'acte d'engagement et des annexes éventuelles	Oui
<b>Pièce 8</b> – Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Oui
<b>Pièce 9</b> – Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Oui
<b>Pièce 10</b> - Le mémoire justificatif (d'environ 5 pages) justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat précisant les délais	Non
<b>Pièce 11</b> - Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	
<b>Pièce 12</b> – Le catalogue des prix du fournisseur	

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous -traitants.

## **Article 7 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DE PLIS**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7-1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches-securises.fr>

Les formats de fichiers acceptés par la ville sont ceux avec les extensions suivantes : .doc, .xls, .jpeg, .gif, .png, .pdf, .pps, .ppt, et dossiers compressés .zip

Le non-respect de cette prescription sera sanctionné par l'irrecevabilité du dossier.

### 7-2 Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est à privilégier pour cette consultation. La transmission par voie papier reste toutefois possible à l'adresse suivante et portant les mentions suivantes :

Mairie de THISE Consultation Serrurerie/Contrôle d'accès 4 Rue de Besançon 25220 THISE
---

NE PAS OUVRIR

Les offres seront :

☐ soit envoyées par la poste par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal,

☐ soit remises contre récépissé au service accueil situé à la mairie de la Ville de THISE,

Horaires d'ouverture du secrétariat de mairie :

MATIN : Lundi – Mardi – Jeudi - Vendredi : 08h30 à 12h00

Samedi (hors période de vacances scolaires) : 08h30 à 12h00

☐ soit par système "CHRONOPOST" ou équivalent

avant la date limite fixée par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception des documents par les services de la ville.

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu.

## **Article 8 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **8-1 Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières. L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. A ce titre, les candidats devront fournir, dans un délai qui leur sera précisé par courrier ou par voie électronique, tout document justificatif et autre moyen de preuve justifiant de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leur capacité économique et financière et de leurs capacités techniques et professionnelles au regard des exigences fixées au présent Règlement de consultation.

### **Négociation :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales ou de négocier, par courrier, courriel ou télécopie ou lors d'une ou plusieurs réunions, sur la base des critères de jugement des offres, avec le ou les candidats ayant remis une offre susceptible d'être économiquement la plus avantageuse, éventuellement en phases successives afin de réduire progressivement le nombre des solutions à discuter ou des offres à négocier.

### **8-2 Critères de jugement des candidatures**

- Conformité aux obligations légales, fiscales et sociales. Il s'agit de vérifier, conformément aux articles R2143-3 1° et R2143-4 du Code de la commande publique, que les candidats (chacun des membres du groupement et des éventuels sous -traitants) attestent d'une régularité de situation sur les plans légaux, sociaux et fiscaux.

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R2142-2, R2142-5 à R2142-14, R2142-25, R2143-11, R2143-12 et R2143-16 du Code de la commande publique.

### **8-3 Attribution des accords-cadres**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critère 1	Prix des prestations au regard du DQE	Pondération 50 %
Critère 2	Valeur technique	Pondération 35 %
Critère 2	Délais	Pondération 15 %

### **Prix 50% - Note / 20**

- Apprécié au regard du détail quantitatif estimatif - Note/10

- Apprécié au regard du BPU - Note /10

La méthode de calcul utilisée sera la suivante : (offre la moins chère/offre examinée) x 10

### **Valeur technique 35% - Note / 20**

- Qualité des produits au regard des fiches techniques (et éventuellement des échantillons) - Note / 15

- Mémoire technique avec effets et organisation dédiée au marché - Note / 5

### **Délais 15% - Note / 20**

- Délais approvisionnement, livraison Note / 20

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié.

L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique en vigueur et donnera lieu à un classement des offres.

Ainsi, l'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours. Si l'entreprise retenue n'était pas en mesure de produire ces documents, elle serait alors éliminée et le candidat arrivé en seconde position serait déclaré attributaire provisoire et ainsi de suite.

## **Article 09 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### **10-1 Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches-securises.fr>



Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Autres(s) Renseignement(s) administratif(s) et technique(s) :

Ville de Thise  
Responsable des Services techniques  
Mme SIMONIN  
Tél. : 03.81.61.07.33  
marylene.simonin@ville-thise.fr

#### 10-2 Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est : Tribunal Administratif de Besançon  
30, rue Charles Nodier - 25044 Besançon Cedex 3

Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr